

SOMMET CONSEIL EUROPÉEN HIER ET AUJOURD'HUI À BRUXELLES

Migrations : l'Europe

Les populistes devaient poursuivre leur offensive en faveur d'un durcissement de la politique migratoire, lors d'un sommet réuni sur fond de forte tension.

Comment éviter les flux de migrants sur les côtes de l'Union européenne ? Le ministre autrichien de l'Intérieur Herbert Fickl a une solution : les trier sur les bateaux avant qu'ils ne débarquent, pour renvoyer aussitôt les migrants « économiques », non susceptibles de bénéficier d'un statut de réfugié politique. L'objectif, résumait le ministre vendredi, lors d'une réunion à Vienne, est d'arriver au « point où il ne sera plus possible de déposer sa demande d'asile ailleurs qu'en dehors de l'UE, et c'est en dehors de l'UE que celle-ci sera décidée. »

Une lente dérive de l'UE vers des positions radicales

Ce n'est pas une proposition officielle de l'Autriche, a prudemment commenté l'Élysée, qui venait de recevoir la visite du chancelier autrichien Sebastian Kurz. Certes, mais le chancelier n'a pas démenti son ministre, membre du FPÖ (extrême droite), qui avait présenté son projet en compagnie de Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur italien, également d'extrême droite. Parions que l'idée viendra dans le débat, et sera un jour reprise par Sebastian Kurz. L'exemple témoigne de la lente mais sûre dérive de l'Union européenne vers des positions plus radicales. Elles sont portées par les populistes qui arrivent au pouvoir ou pèsent sur les gouvernements en place.

La ligne est désormais claire, d'ailleurs assumée par la France : bloquer les flux en amont, dans les pays de transit, voire d'origine. C'est ainsi que le ministre français de l'Intérieur a proposé d'aider l'Algérie et le Maroc : ils sont « prêts à travailler avec nous » pour éviter les traversées en mer, « mais sécuriser leurs frontières est compliqué et nécessite des financements », déclarait Gérard Collomb mardi à *L'Express*. Dans le même esprit, le chancelier Kurz veut négocier avec l'Égypte afin de lui confier le soin de bloquer les flux transitant par son territoire, comme le fait déjà la Turquie - contre financement.

Expulsions « plus rapides »

D'autres projets sont sur la table, déjà débattus dans la longue nuit du Conseil de juin. Ainsi des centres « contrôlés » (plus présentable que « de rétention ») dans les pays d'arrivée des migrants, pour organiser le tri immédiat entre demandeurs d'asile et migrants économiques. Ou encore des « plateformes de débarquement » des bateaux dans des pays hors Union, sous contrôle d'organismes internationaux.

Aucune décision n'est attendue de ce sommet « informel », qui doit surtout préparer le Conseil européen de la mi-octobre. Des avancées sont néanmoins espérées par la France sur deux points : une montée en puissance de l'agence de garde-frontières Frontex, et une harmonisation des procédures d'expulsion, afin de les rendre « plus nombreuses et plus rapides », résume l'Élysée. Cela devrait passer : les populistes sont d'accord.

Francis BROCHET



■ File de migrants sauvés en mer, dans le port

10 %

Soit la proportion de personnes susceptibles de recevoir le statut de réfugié politique, parmi l'ensemble des migrants qui arrivent dans l'Union européenne, selon une évaluation de l'Élysée.



<https://www.facebook.com/leprogres>



https://twitter.com/le_progres



<https://www.leprogres.fr/newsletters>

Sylvie Guillaume, Eurodéputée (groupe Socialistes & Démocrates)

« Le double langage d'Emmanuel Macron »

Comment jugez-vous la position d'Emmanuel Macron dans le débat sur les migrants ?

« Comme dans d'autres domaines, j'ai le sentiment d'un double langage entre ce qu'il préconise et ce qu'il défend dans la réalité. La France dit par exemple que le droit d'asile doit évoluer, car il n'est pas normal que l'Espagne et l'Italie subissent seules la charge de l'accueil, mais elle ne contribue pas à la réforme du règlement de Dublin, politiquement bloquée au Conseil européen. C'est très dommageable pour la France, car pour faire bouger les lignes, il faut de la constance. »

La politique européenne se recompose autour du sujet des migrants. Vous le regrettez ?

« Nous avons d'abord assisté à une sorte de débordement des autorités nationales et de la Commission européenne face aux arrivées massives de personnes du Moyen-Orient. Ensuite, des gouvernements, dont certains élus sur ce sujet, ont radicalisé leurs positions : ils ont instrumentalisé des faits divers, manié l'outrance et manipulé les chiffres pour faire de ce sujet

un clivage politique majeur. C'est irresponsable, quand persiste une forme de fragilité sociale en Europe, avec un chômage qui reste élevé. »

Et en France, la gauche comme la droite se divisent sur les migrants...

« C'est vrai... À gauche, j'entends Jean-Luc Mélenchon estimer qu'on protège mieux les travailleurs en s'opposant aux migrations, ce que je trouve assez archaïque. C'est encore plus caricatural à droite, avec Laurent Wauquiez qui fait le pari de défendre des thèses proches de l'extrême droite pour récupérer ses électeurs, ce qui est idiot, car il ne sera jamais à la hauteur de l'outrance de Madame Le Pen... Je ne suis pas naïve, je suis consciente des difficultés que créent les migrations, à la fois pour les migrants et pour les sociétés qui les accueillent. Mais il faut arrêter de raconter des sonnettes, et avoir un peu de courage politique face à une réalité sensible, compliquée, mais explicable. »

Propos recueillis par Francis BROCHET



■ Photo Martin Rulsch

ALERTE INFO Vous avez une info ?
0 800 07 68 43
Service & appel gratuits
LPRFILROUGE@leprogres.fr

sur la vague populiste



d'Algésiras (Espagne). Photo J. GUERRERO/AFP

REPÈRES

- **Arrivées irrégulières de migrants dans l'Union : -40 %**
Le nombre d'entrées irrégulières enregistrées dans l'Union européenne a été de 86 500 depuis le début de l'année, en chute de 40 % sur l'année dernière. À comparer aux chiffres de 2016 (511 371), déjà en net recul sur l'année précédente (1 800 000), au pic de la crise.
- **Espagne : +100 %**
La hausse continue à 29 600. Maroc, Guinée et Mali sont les principaux pays d'origine.
- **Italie : -80 %**
Le nombre est tombé à 19 600, surtout des Tunisiens et des Érythréens.
- **Grèce : +58 %**
Les arrivées par la mer continuent de diminuer, compensées par les passages terrestres par la Turquie, à 34 300 entrées. Origines : Syrie et Irak.
- **Hongrie et Croatie : -63 %**
Le nombre est faible (2 100), mais la pression monte sur une route parallèle par l'Albanie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine. (Source : Frontex)

Dialogue de sourds sur le Brexit

Theresa May a pris la parole hier soir, lors du dîner du Conseil européen. Puis la discussion devait s'engager... sur les migrations. Ce n'est qu'au déjeuner d'aujourd'hui, et sans la Première ministre britannique, que les 27 débattront du Brexit. Ce décalage est justifié par la délégation des négociations à une seule personne, Michel Barnier, afin de verrouiller l'unité des 27. Il symbolise néanmoins un dialogue de sourds préoccupant, à un mois du sommet du 18 octobre censé entériner l'accord.

May sous la menace

Plus personne d'ailleurs n'y croit vraiment, et le président du Conseil Donald Tusk prévoit déjà une réunion extraordinaire en novembre. Mais après, il serait bien tard pour faire ratifier le divor-

ce par les parlements européen et britannique avant la date fatidique du 29 mars.

Le principal blocage reste l'Irlande : quelle frontière après le Brexit entre République d'Irlande (membre de l'Union) et Irlande du Nord (hors Union) ? L'Europe veut que l'accord de divorce mentionne un « filet de sécurité » (backstop) qui s'appliquerait en cas d'échec à s'entendre ensuite sur le nouveau mode de relation. Ce backstop maintiendrait de fait l'Irlande du Nord dans le marché de l'Union. « Inacceptable », répond Theresa May, car cela signifie établir « une frontière entre différentes parties du Royaume-Uni ».

On en est là. Et dans dix jours se réunit à Manchester le congrès du Parti conservateur, avec une offensive attendue des partisans d'un Brexit « dur » derrière Boris Johnson...



■ Manifestation devant le Parlement britannique : « Le Brexit vaut-il la peine ? »

Photo D. LEAL-OLIVAS/AFP

www.leprogres.fr

“ Si certains veulent résoudre la crise (des migrants) pendant que d'autres veulent l'utiliser, cela restera sans solution. J'espère qu'à Salzbourg, nous serons capables de mettre fin aux rancœurs et de retourner à une approche constructive. ”

Donald Tusk
Président du Conseil européen,
dans sa lettre d'invitation

« Merde, alors ! »

Le ton est de moins en moins policé entre Européens, depuis l'éclatement de la crise des migrants. En témoigne un échange vendredi à Luxembourg, au conseil des ministres de l'Intérieur. L'Italien Matteo Salvini lance à son collègue luxembourgeois : « Si vous avez besoin d'une nouvelle immigration (pour des raisons démographiques), moi je préfère garder l'Italie pour les Italiens et recommencer à faire des enfants ». Jean Asselborn répond alors violemment : « Au Luxembourg, cher Monsieur, on avait des dizaines de milliers d'Italiens qui sont venus comme migrants, qui ont travaillé au Luxembourg, pour que vous, en Italie, vous ayez de l'argent pour vos enfants... Merde, alors ! ».

L'échange est filmé et aussitôt diffusé, sans doute par des proches du ministre italien, alimentant le soupçon d'une provocation de Matteo Salvini. Dans la crainte de semblables éclats à Salzbourg, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a pris les devants dans sa lettre d'invitation, appelant les uns et les autres à « mettre fin aux rancœurs ».